

## MORATOIRE SUR LE GAZ DE SCHISTE

## Le collectif national veut débattre avec Khebri

**Le Collectif national pour un moratoire sur le gaz de schiste en Algérie (CNMGS) veut discuter du sujet avec le tout nouveau ministre de l'Energie.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Pour ce faire, une demande d'audience a été adressée, avant-hier mardi, à Salah Khebri ; on ignore la suite qu'il réservera à cette sollicitation.

Les membres du collectif constitué, pour rappel, le 25 février dernier réitèrent dans leur courrier leur «demande de moratoire sur l'exploitation du gaz de schiste en Algérie». Ils soutiennent «saisir l'opportunité de ce profond remaniement au sein du gouvernement» pour réitérer leur «engagement à entreprendre un dialogue constructif sur la question du gaz de schiste».

Une entrevue lors de laquelle, estiment-ils, il sera question d'«exposer le point de vue de notre collectif

et de connaître celui du ministère de l'Energie».

Le Collectif national pour un moratoire sur le gaz de schiste (CNMGS) défend, pour rappel, l'arrêt définitif du projet de l'exploitation du gaz de schiste en Algérie. Il objecte pour ce faire, de «fédérer les forces qui s'opposent au projet du gaz de schiste».

Outre leur exigence d'une réponse claire et nette à leur moratoire de la part des autorités, la présidence de la République et les ministères concernés, les membres du collectif Hocine Bensaâd, Mohamed Azzaoui, Hacina Zegzeg, Rabah Reghis, Mohamed-Saïd Beghoul, Abdelouahab Zaâtri, Ferhat Aït-Ali et Sabrina Rahmani veulent voir publié le projet d'amendement de la loi 05-07 du 28 avril 2005 relative aux hydrocarbures qui définit les grandes lignes de la prospection et l'exploita-



Pendant des semaines, les populations du Sud ont observé des sit-in.

tion de l'énergie non-conventionnelle ou gaz de schiste adopté le 21 janvier 2013 par l'APN.

Une adoption à laquelle, pour rappel, les députés du FFS et ceux de l'alliance de l'Algérie verte ont tourné

le dos, les premiers qui estimaient que ce genre de loi qui engage l'avenir de la nation et des générations futures ne doit pas faire l'économie du débat, en appelant à une conférence nationale sur l'énergie. De

même qu'ils exigent la conclusion des études ayant permis à l'Autorité de régulation des hydrocarbures de donner son avis favorable pour l'exploitation du gaz de schiste en Algérie. Le CNMGS fait sienne la revendication des populations du sud du pays, celles de In Salah notamment qui, des semaines durant, ont observé un sit-in non loin des tout premiers forages, et de celle de l'opposition. Soit un débat national en présence des experts du collectif, et ceux du ministère de l'Energie et de Sonatrach.

Les animateurs du CNMGS qui disent s'opposer à toute tentative «d'internationalisation» de la cause qu'ils estiment avant tout, une question «interne», affirment «aspirer au développement durable pour sortir de l'économie rentière», et «œuvrer pour la diversification des ressources énergétiques en Algérie et travailler pour l'instauration d'une économie durable».

M. K.

## PÉTROLE

## Les cours observent une certaine hausse

**Les cours du pétrole observaient hier et depuis quelques jours une certaine hausse. Une tendance que le ministre koweïtien du Pétrole escompte se poursuivre jusqu'à la fin de l'année.**

Les cours de l'or noir s'affichaient en légère hausse hier en Asie. Ainsi, le prix du baril de light sweet crude (WTI), pour livraison en août, s'appréciait de 12 cents, à 61,13 dollars, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison à même échéance, prenait 11 cents, à 64,56 dollars. Une hausse constatée également à Londres où le baril de Brent de la mer du Nord valait 64,93 dollars en fin de matinée, en hausse de 48 cents par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril de WTI gagnait 45 cents à 61,46 dollars. La veille mardi, le baril de light sweet crude avait terminé en hausse de 63 cents, à 61,01 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). A Londres, le Brent avait fini à 64,45 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en hausse de 1,11 dollar.

Selon des analystes, les prix ont été stimulés par la publication des chiffres de l'association professionnelle American Petroleum Institute (API), qui ont montré une baisse de 3,2 millions de barils des stocks de brut la semaine dernière. Les statis-

tiques de l'API qui sortent la veille de la publication des chiffres officiels du Département américain de l'Energie (DoE) sont scrutées par les investisseurs, car elles offrent un aperçu du niveau des stocks avant la publication du rapport du DoE.

Les marchés s'attendaient donc hier à ce que le DoE fasse état d'une nouvelle baisse des stocks de brut. Selon une prévision médiane des experts pétroliers, les stocks de brut auraient baissé de 2 millions de barils pour la semaine achevée le 19 juin.

Une diminution des réserves américaines de brut est souvent bien accueillie dans un marché plombé par la surabondance d'offre mondiale, car cela témoigne généralement de la bonne santé de la demande américaine. Les cours du brut se sont effondrés au second semestre 2014, perdant plus de 60% de leur valeur, sous l'effet d'une surabondance de l'offre d'or noir, due à la hausse de la production aux Etats-Unis et au Moyen-Orient, alors que la demande restait modeste. Ils se sont depuis repris grâce notamment à une baisse du nombre de puits de forage américains en activité, remontant de 15% depuis le début de l'année, mais la persistance du déséquilibre entre l'offre et la demande ralentit ce mouvement et les cours se tiennent autour du seuil pivot des 60 dollars.

A cela s'ajoute la perspective d'un retour massif du pétrole iranien sur le marché. D'intenses tracta-

tions se poursuivent entre l'Iran et le groupe 5+1 (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne) sur le dossier du nucléaire iranien. L'accord final auquel ils espèrent aboutir d'ici la fin du mois doit garantir le caractère pacifique du programme nucléaire iranien, en échange d'une levée des sanctions internationales qui affectent l'économie de ce pays.

L'Iran a fait savoir qu'il pourrait doubler ses exportations de pétrole dans les six mois suivant un accord, à plus de deux millions de barils par jour. Une tendance haussière des cours que le ministre koweïtien du Pétrole escompte se poursuivre jusqu'à la fin de l'année.

Les prix du pétrole devraient continuer à grimper grâce à l'amélioration de la croissance mondiale et à une baisse des stocks et du nombre d'installations de forage, estime Ali al-Omar. «Nous avons atteint un stade où une baisse des prix du pétrole est peu probable», déclarait mardi dernier le dirigeant koweïtien.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui a décidé ce mois-ci de garder sa production au même niveau, a noté un déclin de la surproduction de brut sur le marché international, ce qui va pousser les prix à la hausse, ajoutera le ministre qui relève aussi une baisse du nombre d'installations de forage et de stocks pétroliers.

C. B./Agences

## RAPATRIEMENT DE 3 600 MIGRANTS NIGÉRIENS PAR L'ALGÉRIE

## La Suisse explique son plan d'accompagnement

**L'opération de rapatriement de 3 600 migrants nigériens vers leur pays d'origine depuis le mois de décembre 2014 par l'Algérie et ce, à la demande des autorités du Niger, est fortement soutenu par l'Etat suisse. Ce soutien est exprimé par le financement d'un projet de réintégration et d'appui psychosocial aux migrants retournés depuis l'Algérie et au renforcement de leurs communautés d'accueil à Zinder au Niger.**

**Abder Bettache Alger - (Le Soir) -** C'est le thème de la conférence de presse animée hier par l'ambassadrice de Suisse en Algérie, M<sup>me</sup> Muriel Berset Kohen, et où il a été mis en exergue la «contribution de l'Etat fédéral de Suisse à la réintégration de 3 600 migrants nigériens dans leur région d'origine au Niger».

Pour la chef de la diplomatie suisse en Algérie, «la Suisse est convaincue que le défi de la migration illégale

et du trafic d'êtres humains doit être relevé ensemble. Des deux rives de la Méditerranée, nous pouvons joindre nos efforts pour que les populations n'aient pas besoin de quitter leur pays pour survivre».

«La Suisse est présente au Niger, explique la conférencière, avec un programme de coopération au développement depuis plusieurs décennies ainsi qu'avec un programme de sécurité humaine» et d'ajouter :

«L'Algérie et la Suisse entretiennent un dialogue dans le domaine des migrations. Les conditions étaient donc favorables à ce que la Suisse soutienne le projet de réintégration destiné aux migrants retournés depuis l'Algérie et au renforcement de leurs communautés d'accueil à Zinder au Niger.»

Selon la même source, le projet financé par la Suisse consiste «à accueillir et assister les personnes retournées de l'Algérie par des mesures de réintégration socioéconomique et d'appui psychosocial». La période de la mise en œuvre du programme s'étale du 1<sup>er</sup> mai 2015 au 31 janvier 2016. Il consiste à «stabiliser les communautés dans les villages à fort potentiel migratoire vers l'Algérie par la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus, l'amélioration de la cohésion sociale par la

mise en place de mécanismes de soutien aux activités communautaires et par des activités génératrices de revenus». Pour l'ambassadrice suisse, la «mise en œuvre des activités de ce programme consiste également en la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus dans les villages les plus touchés par la migration vers l'Algérie, l'analyse des besoins fondamentaux et des opportunités dans les communes et villages ciblés, le renforcement des activités menées par 30 groupements, etc.».

Pour la diplomate suisse, «les questions migratoires qui se posent à l'Algérie se posent aussi à la Suisse. C'est pour cette raison que la Suisse contribue à la réintégration des migrants nigériens retournés depuis l'Algérie».

A. B.

Réponse  
à la mise au point  
d'ArcelorMittal

La mise au point du directeur de la communication et de l'administration générale d'ArcelorMittal que nous avons fait paraître ce 24 juin signée par Mohamed Guedha es qualité se veut être une tentative de noyer le poisson dans l'eau par ce chargé de la communication.

En fait, loin de démentir la teneur de notre article, notamment le passage relatif à la dégradation du haut-fourneau n°2, la mise au point confirme, s'il en est, que la situation au haut fourneau n°2 du complexe sidérurgique d'El Hadjar a atteint le point de non-retour. Et c'est Mohamed Guedha qui l'écrit lorsqu'il affirme : «... ce haut-fourneau est au cœur du plan d'investissement de la société. Son programme de réhabilitation est une réalité et se concrétisera conformément aux échéances arrêtées...». Que faut-il de plus pour confirmer que le HF n°2 est, jusqu'à sa réhabilitation, une installation de production ayant pris le chemin du

cimetière des illusions perdues pour céder la place à l'importation de produits semi-finis ? Ce que nous avons seulement prédit est, d'une certaine manière, confirmé.

Or, dans sa mise au point, le directeur de la communication d'ArcelorMittal Algérie parle de programme de réhabilitation dont il ne donne aucune date de démarrage ou d'achèvement signifiant par là même que le complexe sidérurgique d'El Hadjar poursuivra ses importations de billettes, brames, coke et autres produits semi-finis. Et lorsque le même directeur de la communication affirme «être disposé à nous recevoir pour toute clarification ou complément d'information», la question qui se pose est de savoir pourquoi, dans la transmission du bulletin info-usine ArcelorMittal Algérie, il privilégie certains et que son téléphone sonne aux abonnés absents lorsque nous l'avons sollicité à maintes reprises. Est-ce ainsi que l'on conçoit la communication à

ArcelorMittal Algérie ?

A. Bouacha